



Manifeste régional du Conseil central de Lanaudière-CSN

Le néolibéralisme à l'assaut de l'État social et de nos droits

Depuis les années 1980, la propagande néolibérale triomphe et tente de nous faire croire que l'économie doit passer avant tout. À chaque élection, toujours la même chanson : croissance, création d'emplois, inévitable laissez-faire économique et dérèglementations tous azimuts au nom de la capacité de la province à attirer les investisseurs. Plutôt que de tenter de convaincre l'électorat de la pertinence de leurs idéaux politiques et sociaux, les principaux partis nous servent tous le même discours : ce sont nous qui sommes les plus compétents pour gérer l'économie.

L'objectif demeure toujours le même, l'accès au pouvoir devient une affaire de compétences technocratiques à favoriser le secteur des affaires. Dans ce contexte stérile pour la pensée politique, jamais ne sont questionnés les dogmes de la sacro-sainte croissance économique ni les effets réels de la dérèglementation. Rembourser la dette, assainir les finances publiques, augmenter le P.I.B., attirer les investisseurs, on commence à connaître la chanson.

Pourtant, ces politiciens semblent oublier les principes hérités de la Révolution tranquille qui furent au cœur de la mise en place d'un vaste éventail de services publics qui fait l'envie de tout un chacun en Amérique du Nord. Partage de la richesse, universalité, équité, accessibilité et qualité des services, ces principes qui favorisaient à la fois le développement économique et l'égalité des chances laissent peu à peu leur place aux critères d'efficacité, de rentabilité maximale, de pur rendement sans égard aux rapports humains impliqués par ces politiques. Rationalisation, coupures, attrition, gestion sous pression, on nous demande sans cesse de faire plus avec moins, de maintenir à flot des services que nos dirigeants tentent pourtant visiblement de couler à dessein.

La Belle Province sous attaque

Après plus de trente ans de gouvernance néolibérale, on peut dégager certains constats à l'échelle de la province comme pour l'ensemble des États adeptes de ce dogme. Accessibilité, efficacité et qualité des services publics sont en déclin constant au profit du remboursement de la dette

nationale. Dans ce contexte, les emplois offerts par l'État sont de plus en plus précaires et difficiles. Les rythmes de travail augmentent sans cesse pour pallier aux coupures de postes. On offre des horaires de travail de moins en moins intéressants et on exige des salariés qu'ils soient de plus en plus flexibles dans l'exercice de leur emploi. Pour vaincre les résistances dans les milieux de travail, on assène restructuration par-dessus restructuration sans jamais laisser le temps aux gens en place de se remettre du dernier bouleversement, générant gaspillage des fonds publics et désorganisation des systèmes (de santé, d'éducation, etc.).

Dans ce contexte, l'impression d'être utile socialement et la capacité de se valoriser dans un emploi auquel on croit laissent place à des postes stressants et épuisants où domine l'impression qu'il est impossible de mener à bien sa mission correctement faute de moyens. S'en suit une réelle épidémie d'épuisements professionnels, de burn-out et de dépressions. Si ces emplois étaient autrefois très attrayants pour les salariés, certains secteurs font pourtant aujourd'hui face à des pénuries de main-d'œuvre importantes et à des départs vers le privé. Néanmoins, les travailleuses et les travailleurs qui restent en poste croient sincèrement à la mission qui est la leur. Ils et elles s'éreintent donc encore un peu plus chaque jour à la tâche. Résultats : des services publics désorganisés qui ne survivent que par le dévouement des travailleurs et travailleuses épuisés, mais convaincus de l'importance capitale de leur rôle pour la société québécoise.

Qu'on nous parle d'austérité, de coupures, de rationalisation, de restructuration, d'attrition, de resserrements budgétaires ou de fusions de postes, on ne se laisse pas leurrer. Pour nous, toutes ces réformes visent à ébranler la qualité des services et la capacité des travailleurs à s'organiser collectivement en vue de défendre leurs conditions d'existence. De fait, plus de trente ans de rationalisation des services publics provinciaux par des gouvernements néolibéraux, qu'ils soient d'allégeance libérale ou péquiste, auront eu raison de l'attachement de plusieurs envers ces mêmes services.

En effet, si la préservation des services publics de qualité faisait à peu près consensus dans notre société il y a quelques dizaines d'années, les travailleurs surtaxés et surimposés ont aujourd'hui de plus en plus l'impression de payer cher pour des services dont la qualité et l'accessibilité sont en déclin. Peu à peu, plusieurs se tournent vers le privé pour avoir accès aux services dont ils ont besoin, non pas par conviction, mais plutôt parce que contraints par l'absence de ressources à se désolidariser des structures publiques que nous nous sommes données collectivement et qu'ils financent néanmoins massivement par leurs impôts.

Un « village global » où règne la concentration des richesses

À l'échelle mondiale, la gouvernance néolibérale ainsi que l'ouverture des marchés au commerce international et à l'investissement étranger ont su créer un climat d'affaires favorable au grand capital au détriment des droits des travailleurs et travailleuses du monde entier ainsi qu'à l'exercice de la souveraineté économique des États-nations. Devenus complètement dépendants des capitaux étrangers et des débouchés transfrontaliers pour leurs emplois, les travailleurs d'ici sont mis en concurrence avec les travailleurs du monde entier. Dans ce cadre, les salariés du secteur privé se voient souvent contraints à considérer des demandes patronales insensées et

déraisonnables sous la menace que fait planer la possibilité de la délocalisation de leurs emplois. Face à cela, c'est tout notre secteur industriel qui se voit de plus en plus fragilisé et dépendant des marchés étrangers. Perdant peu à peu notre souveraineté économique, nos choix de société se voient quant à eux remis en question par des forces étrangères, pensons à ce sujet à l'exemple de la gestion de l'offre qui est remise en question par les négociateurs américains de l'ALÉNA en ce moment même.

Décidément, la mondialisation aura su mettre en place un échiquier favorisant l'extrême concentration des richesses. À ce sujet, dans son rapport du 21 janvier 2018, l'O.N.G. OXFAM nous met en garde face au constat de l'augmentation des inégalités de richesse dans le monde. On y apprend que les 1 % les plus riches de la planète possèdent 82 % des richesses mondiales. Depuis 2010, le patrimoine des milliardaires aurait augmenté de quelque 13 % par année contre un maigre 2 % en moyenne pour les travailleurs et les travailleuses. Ces niveaux de concentration sont inédits dans l'histoire et mettent en péril la capacité des peuples à enrayer l'extrême pauvreté tout en menaçant la paix sociale. On assiste plutôt au retour d'une dynamique de clivages sociaux et d'inégalités sociales colossales. Oubliant que ce sont nous qui empruntons la terre aux générations futures, nos décideurs vont jusqu'à assouplir ou carrément sacrifier les réglementations environnementales à l'hôtel de l'emploi et de la croissance économique.

Alors que le PLQ au pouvoir se vante de son bilan économique en matière de création d'emplois et de baisse du taux de chômage, nous faisons le constat que ce bilan cache la multiplication des emplois précaires, des horaires troués, du temps partiel, des salaires de misère et de la surcharge de travail. Que ce soit au public ou au privé, les travailleuses et travailleurs sont de plus en plus contraints à combiner plusieurs emplois pour boucler leurs fins de mois. Dans un contexte de changements technologiques constants, on exige aussi d'elles et d'eux qu'ils se requalifient constamment pour pouvoir tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail.

Alors que certains secteurs d'emplois spécialisés font face à des pénuries de main-d'œuvre, on accuse le système d'éducation de ne pas arriver à former les jeunes en fonction des besoins du marché du travail. Étrangement, on ne cible jamais l'attractivité de ces emplois. Salaires de misères, horaires troués, alternance jours-nuits, surtemps obligatoire, cadences infernales, stress et désorganisation des milieux d'emploi, il y a une limite à exiger plus de flexibilité. Ici, on peut certainement penser au secteur de la santé, on pourrait aussi songer à une pléthore d'emplois de mauvaise qualité dans le secteur privé ou encore à des emplois vitaux pour les communautés, mais extrêmement sous-financés dans le secteur communautaire. Face à ce constat, notre réponse est claire, on veut des emplois de qualité qui permettent de s'épanouir au travail, de donner sens à nos vies, pas des jobs de merde qui nous rendent malades.